



Bulletin du Forum mondial de l'eau

Un rapport quotidien du 5ème Forum mondial de l'eau

Publication de l'Institut international du développement durable en collaboration avec le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau

5th WORLD WATER FORUM
ISTANBUL 2009

iisd | Reporting
Services

EN LIGNE À: [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WATER/WORLDWATER5/](http://www.iisd.ca/YMB/WATER/WORLDWATER5/)
ÉDITION #5, VOLUME 82, NUMÉRO 20, SAMEDI, 21 MARS 2009



5ÈME FORUM MONDIAL DE L'EAU: FAITS MARQUANTS DU VENDREDI 20 MARS

Dans la matinée du vendredi, le processus politique du 5ème Forum mondial de l'eau a repris ses délibérations avec un Dialogue de haut niveau réunissant les ministres, les parlementaires et les autorités locales. L'ouverture de la Conférence ministérielle a eu lieu dans l'après-midi. Le processus régional s'est terminé avec la session de la Région Asie-Pacifique. Les délégués ont continué à participer aux sessions thématiques sur « gérer et protéger les ressources en eau » et « éducation, connaissance et développement des capacités. » Les délégués des jeunes se sont réunis pour la cérémonie de clôture du Forum des Jeunes.



G-D: **Oktay Tabasaran**, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau et **Ahmet Mete Saatçy**, Secrétaire général adjoint du 5ème Forum mondial de l'eau



G-D: **Ahmet Mete Saatçy** Secrétaire général adjoint du 5ème Forum mondial de l'eau ; **Sumru Noyan**, Président du Processus ministériel du 5ème Forum mondial de l'eau; **Veysel Eroğlu**, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie; **Jacques Diouf**, Directeur général, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); et **Loïc Fauchon**, Président du CME

PROCESSUS POLITIQUE

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE

MINISTÉRIELLE: Sumru Noyan, Président du processus ministériel, a ouvert la Conférence ministérielle en déclarant que la Déclaration ministérielle d'Istanbul (IMD) et le Consensus d'Istanbul sur l'eau (IWC) constitueront les résultats clés du Forum. Ahmet Mete Saatçy, Secrétaire général adjoint du 5ème Forum mondial de l'eau, Loïc Fauchon, Président du CME, Jacques Diouf, Directeur général de la FAO, et Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de la Turquie, ont souhaité la bienvenue aux ministres, et leur ont rappelé leur devoir collectif qui consiste à trouver une solution aux défis globaux de l'eau.

Dans le domaine de la coopération sur les eaux transfrontalières, le représentant de la Syrie a plaidé pour des négociations entre la Turquie, l'Iraq et la Syrie sur le partage rationnel des cours d'eaux transfrontaliers, tandis que le Kazakhstan a relevé les progrès accomplis dans la coopération transfrontalière dans le bassin de la Mer d'Aral. Le bassin du Danube a été cité comme un exemple de coopération régionale en matière d'eau par les représentants de la Hongrie et de la République tchèque

Un ministre de la Hongrie a souligné la grande importance du financement et a appelé au lancement d'une «nouvelle entente» pour résoudre la crise financière et assurer en même temps l'eau et l'assainissement pour tous. D'autres ont noté l'importance des investissements dans les technologies et

Le *Bulletin du Forum mondial de l'eau* est une publication de l'Institut international du développement durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeurs du *Bulletin des Négociations de la terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Robynne Boyd, Claudio Chiarolla, Alexandra Conliffe, Tallash Kantai, Wangu Mwangi, Kate Neville, et Anna Schulz. Photographie: Leila Mead. Éditeur numérique: Diego Noguera. Version française: Hélène Kom - révision: Pia M. Kohler, Ph.D. Éditeur: Lisa Schipper, Ph.D. <lisa@iisd.org>. Directeur du Service d'information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. L'IIDD peut être joint par voie postale au 161 Portage Avenue East, 6th Floor, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; par téléphone au: +1-204-958-7700; et par télécopieur au: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation académique appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin* sont transmises à travers notre liste de distribution e-mail (formats HTML et PDF) et sont disponibles en ligne au <<http://www.iisd.ca/>>. Pour tous renseignements sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du service d'information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org>, par téléphone à: +1-646-536-7556 et par voie postale au 300 East 56th St., 11A, New York, NY 10022, États-Unis d'Amérique. L'équipe de l'IIDD au 5ème Forum mondial de l'eau peut être jointe par courrier électronique à: <alexandra@iisd.org>.



G-D: **Muammer Güler**, Gouverneur d'Istanbul, et **Veysel Eroğlu**, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie

la coopération technique, tandis qu'un représentant de la République démocratique du Congo a mis l'accent sur la nécessité d'investissements effectifs dans les infrastructures des pays en développement.

De nombreux ministres ont mis l'accent sur l'impérieuse nécessité de traiter des changements climatiques, compte tenu des impacts sur la variabilité du climat et des phénomènes hydrologiques extrêmes auxquels l'on assiste; ils ont également souligné la nécessité de gérer l'eau dans le contexte du développement durable et de la protection environnementale. Le Brésil en particulier a reconnu les défis que cela représente pour l'Amérique Latine, et a noté que les pays ont des responsabilités communes mais différentes, de prendre des mesures. Le Ministre de l'Équateur a mis l'accent sur le patrimoine spécial de l'eau et sur l'impérieuse nécessité de protéger et de préserver les écosystèmes et l'environnement. D'autres ministres ont exprimé leur adhésion à la gestion durable et à la conservation des ressources, afin d'éviter la «faillite de l'eau»

Le Ministre de la Bolivie, appuyé par plusieurs autres délégués, a déclaré que le projet de Déclaration ministérielle n'insiste pas suffisamment sur plusieurs questions, notamment: le droit humain à l'eau; la question des droits collectifs, y compris la participation des peuples autochtones et des communautés locales à la structure politique; et le lien entre l'eau et la culture. En outre, de nombreux ministres ont exprimé leur appui à la reconnaissance explicite du droit fondamental de l'homme à l'eau et à l'assainissement de base, ainsi qu'aux ODM. Le représentant de l'Espagne a mis l'accent sur l'importance de l'égalité entre les sexes dans les questions liées à l'eau.

Le représentant des États-Unis a déclaré que l'administration Obama est déterminée à œuvrer pour «une sécurité de l'eau dans l'avenir», et a noté que la «Loi américaine sur l'eau au bénéfice des pauvres» fait de l'eau et de l'assainissement un objectif clair de l'aide étrangère.

Noyan le Président du processus ministériel, a souligné que l'IMD et l'IWC ne sont pas des accords juridiquement contraignants. Les Co-présidents du processus politique du 5ème Forum Vural Altay, Ministre des Affaires étrangères de la Turquie, et András Szöllösi-Nagy, UNESCO-IHP, ont clos la session.

PANELS DE HAUT NIVEAU

TRIALOGUE DE HAUT NIVEAU: Yaşar Yakış, ancien Ministre des Affaires étrangères de la Turquie, a ouvert le Trialogue de haut niveau réunissant les ministres, les parlementaires et les autorités locales. Il a félicité les autorités locales de l'eau pour l'adoption, le 19 mars, du Consensus d'Istanbul sur l'eau (IWC), et a annoncé que 50 autorités avaient déjà pris l'engagement de signer le document.



G-D: **Şirin Payzın**, CNNTurque; **Michael Vauzelle**, président Région PACA, France; **Kasségné Adjonou**, Maire d'Atakpamé, Togo; **M. Hani Abdul Massih**, Maire Beit Sahour, Territoires palestiniens occupés; **Ines Ayala Sender**, parlementaire, Parlement européen; **Rashad Ahmed**, Ministre de l'environnement et de l'eau, Emirats arabes réunis; **Mustafa Öztürk**, parlementaire, Grande Assemblée nationale de Turquie; **Oscar Castillo**, Parlement du MERCOSUR, Argentine, et **Ruth Zavaleta Salgado**, Députée de l'opposition, Parlement du Mexique

Dans la session du panel, Rashad Ahmed, le Ministre de l'environnement et de l'eau des Emirats arabes réunis, a souligné l'importance des sources d'eau non conventionnelles et a mis l'accent sur le partage équitable de l'eau comme condition pour la paix.



Yaşar Yakış, ancien Ministre des affaires étrangères de Turquie

Oscar Castillo, du Parlement du Marché commun sud-américain (MERCOSUR), Argentine, a noté que l'on ne peut trouver la solution à la crise globale de l'eau qu'en examinant les causes originelles.

Ruth Zavaleta Salgado, Député de l'opposition au Parlement du Mexique, a déploré le fait qu'il n'y ait pas eu de nouvelles avancées dans la mise en œuvre du droit humain à l'eau depuis le 4ème Forum mondial de l'eau. Elle a souligné que les efforts en cours devraient impliquer la société civile, auront besoin du soutien des pays industrialisés et devront mettre à profit la création d'un parlement mondial sur l'eau.

Mustafa Öztürk, parlementaire à la Grande Assemblée nationale de la Turquie, a souligné la nécessité entre autres: d'échange des technologies et d'information; de renforcer les capacités des autorités locales; de prévenir la pollution; de sensibiliser; et d'améliorer les législations sur l'eau et sur la gestion des cours d'eau transfrontaliers.

Ines Ayala Sender, parlementaire au Parlement européen, Espagne, a souligné la nécessité de reconnaître l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un droit humain; d'assurer la qualité de l'eau potable et la diversité des sources d'énergie sans nuire à l'environnement.

Kasségné Adjonou, Maire d'Atakpamé, Togo, Michael Vauzelle, Président de la Région de Provence-Alpes-Côte d'Azur, France, et M. Hani Abdul Massih, Maire de Beit Sahour, Territoires occupés de la Palestine, ont recommandé l'autonomisation des autorités locales à travers la fourniture des ressources financières et techniques, soulignant que l'accès à l'eau est un droit commun.

Les participants ont discuté entre autres de: l'obligation de ne pas cibler les infrastructures d'eau pendant les conflits; de la nécessité de protéger les ressources en eau pour garantir le droit humain à l'eau; et des défis posés par la corruption et l'absence de financement.

Loïc Fauchon, Président du CME, a observé que l'eau est une question politique qui exige la prise de décisions politiques. Il a encouragé la poursuite du trialogue après le Forum.



G-D: Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale UICN ; Tineke Huizinga, Vice-ministre des Transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau Pays-Bas; Jean-Louis Borloo, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, France; Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie, Turquie; Jan Dusík, Vice-ministre de l'environnement de la République tchèque; Angela Cropper, Directrice générale adjointe du PNUE; Roger Pulwarty, National Oceanic and Atmospheric Association; et David Bresh, Swiss Re

Yusuf Ziya İrbeç, parlementaire de la Grande Assemblée nationale de la Turquie, a clos la session en déclarant que des progrès significatifs ont été accomplis sur plusieurs questions, notamment: les eaux transfrontalières, la décentralisation et la fourniture des services d'eau et de l'assainissement.

PANELS DE HAUT NIVEAU

ADAPTATION: Ger Bergkamp, Directeur général du CME, a déclaré que dans la communauté de l'eau, le terme «changement climatique» signifie «adaptation». Il a ensuite mis l'accent sur le coût anticipé élevé de l'adaptation. Notant la ratification récente du Protocole de Kyoto par la Turquie, Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de la Turquie, a déclaré que son pays est déterminé à contribuer aux efforts mis en œuvre par la communauté internationale pour faire face au changement climatique.

Jean-Louis Borloo, Ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et du développement territorial de la France, a déclaré que les négociations de 2009 sur le changement climatique à Copenhague devront se concentrer sur l'eau. Il a souligné en outre que les «familles» de l'eau et du climat doivent travailler ensemble. Jan Dusík, Vice-ministre de l'environnement de la République tchèque, a déclaré qu'il faudrait convenir à Copenhague, d'un cadre pour l'action sur l'adaptation, et a parlé du travail à accomplir pour créer un tel cadre en Europe.

Roger Pulwarty, de National Oceanic and Atmospheric Association, a souligné que les processus d'apprentissage et de partage des connaissances ne font pas encore partie du dialogue sur le changement climatique. Eroğlu, a plaidé pour le développement d'une structure financière pour l'adaptation et l'établissement des priorités entre les options d'adaptation. David Bresh, Swiss Re, a parlé de la nécessité d'orienter le financement de l'adaptation vers les mécanismes de préparation, de technologie et de transfert de risque, dans le cadre d'un régime post-Kyoto.

Borloo a souligné le lien entre le changement climatique, l'eau et l'énergie, et a appelé à la prise de mesures immédiates et concrètes sur au moins 10 projets majeurs de l'eau et de l'énergie pendant le mandat de la République tchèque à la Présidence de l'UE. Angela Cropper, Directeur exécutif adjointe du PNUE, a souligné la nature trans-sectorielle de l'eau, et a mis l'accent sur la création de l'ONU-Eau pour faire face à ce défi.

Lindiwe Benedicta Hendricks, Ministre des affaires hydrauliques et de la foresterie d'Afrique du Sud, a présenté le projet «Eau pour la Croissance et le cadre de développement» de son pays qui considère l'eau comme une ressource rare indispensable pour la vie. Elle a souligné les implications de l'adaptation de l'utilisation de l'eau à sa disponibilité, au lieu de se focaliser sur la gestion de l'approvisionnement.

Rappelant que l'adaptation est aussi importante que l'atténuation, Tineke Huizinga, Vice-ministre des transports, des travaux publics et de la gestion de l'eau, Pays-Bas, a parlé de la création d'un Comité de haut niveau dans son ministère pour préparer une stratégie nationale flexible d'adaptation pour les 100 prochaines années. Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, a déclaré que les discussions sur l'adaptation mettent souvent en lumière le rôle des infrastructures telles que les barrages et les digues, mais devraient aussi inclure les infrastructures naturelles telles que les aqueducs et les bassins fluviaux.

En résumé, Bergkamp a noté que sur le débat secteur public-privé, les discussions du Forum ont abouti sur la nécessité de renforcer le secteur public afin de faciliter l'adaptation.

SESSIONS RÉGIONALES

ASIE-PACIFIQUE: Yoshiro Mori, du Forum de l'eau Asie-Pacifique (APWF), a ouvert la session régionale en présentant les Initiatives pour la sécurité de l'eau des Ministres de l'APWF comme une plate forme pour le dialogue entre les ministres de tous les secteurs.

Siva Thampi, de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, a parlé des activités de l'APWF, notant en particulier le premier Sommet Asie-Pacifique de l'eau tenu en 2007. Il a souligné l'importance de la coopération régionale.

Wouter Lincklaen Arriens, de la Banque asiatique de développement (BAD), a parlé de l'engagement pris par la Banque d'accroître les investissements dans le domaine de l'eau dans la région Asie-Pacifique, soulignant qu'un leadership déterminé et l'utilisation des technologies existantes peuvent conduire à une amélioration de la gestion de l'eau.

Les représentants sous-régionaux de l'Asie du Nord-est, Asie Centrale, Caucase, Asie du Sud et Asie du Sud-est, ont discuté entre autres: des défis régionaux spécifiques incluant les inondations, l'intrusion d'eau salée et les contraintes du stockage de l'eau; les impacts du changement climatique, la croissance démographique, les besoins énergétiques et l'urbanisation; les stratégies de gouvernance des eaux transfrontalières; et l'importance de la protection environnementale, de la préservation de l'eau et de la réalisation des ODM.

Intervenant en tant qu'organisateur d'une réunion de leadership dans la région, Yaacob Ibrahim, Ministre de l'environnement et des ressources en eau de Singapour, a parlé de l'importance des réseaux de connaissances et du faible coût des technologies de l'eau, et Yasushi Kaneko, Vice-ministre des terres, des infrastructures, des transports et du Tourisme du Japon, a félicité les Ministres pour l'Initiative sur la sécurité de l'eau.

Ravi Narayanan, Vice-président, Conseil des gouverneurs de l'APWF, a présenté le Document régional en soulignant qu'il traite notamment des questions suivantes: financement de l'eau et développement des capacités; gestion des catastrophes

liées à l'eau; surveillance des investissements et des résultats; et l'eau pour le développement et les écosystèmes. Il a mis l'accent sur les principes directeurs du Document régional, notamment la décentralisation associée à un financement adéquat et à un renforcement des capacités.

Les ministres et les représentants de la région Asie-Pacifique ont souligné l'importance des initiatives nationales pour l'amélioration de la sécurité de l'eau, notamment: la modification des cadres juridiques et des structures tarifaires, la réhabilitation des structures désuètes; l'exploitation durable des ressources en eau; et faire des bassins fluviaux des unités fondamentales de planification. À propos du partage des eaux transfrontalières, certains ont suggéré que les états en amont atténuent ou paient des compensations pour les dégâts causés envers les états en aval.

Informant les participants sur le travail du Groupe d'experts du G-8 sur l'eau et l'assainissement, Akihiko Furuya, Ministère des Affaires étrangères du Japon, a indiqué que la récente réunion du Groupe s'est tenue au 5ème Forum mondial de l'eau, et qu'en plus de produire un rapport sur le Plan d'action sur l'eau du G-8 adopté à Évian, le Groupe devra aussi développer une stratégie de mise en œuvre sur l'eau et l'assainissement.



Margaret Catley-Carlson, Présidente de World Economic Forum Global Agenda Council on Water Security

Margaret Catley-Carlson, World Economic Forum Global Agenda Council on Water Security, a modéré une discussion des partenaires de l'APFW. Elle a demandé aux panélistes de recommander les priorités pour l'amélioration de la sécurité de l'eau, et d'indiquer les mesures les plus importantes qui pourraient être prises par les ministres chargés de l'eau. Les priorités identifiées incluaient: l'amélioration de la science et l'harmonisation des données; le développement de technologies, y

compris celles de recueil des eaux de pluie; l'amélioration des stratégies d'atténuation; le stockage de l'eau et la reconstitution des nappes phréatiques; l'amélioration de l'efficacité de l'usage d'eau pour l'agriculture; et la promotion d'une plus grande participation des parties prenantes, en particulier dans les communautés responsables des eaux en amont.

Les principales recommandations pour les mesures à prendre par les ministres ont été les suivantes: mise en œuvre par les gouvernements, des engagements existants; mise en place des politiques fortes et des services d'expansion; dialogue entre les ministres chargés de l'eau et les ministres des autres secteurs, en vue d'une action coordonnée; promotion des activités de niveau communautaire, en particulier pour l'adaptation à court terme; et la rationalisation des activités liées à l'eau entreprises par les gouvernements, attestée par les allocations budgétaires.



Danseurs sud-africains au Forum

SESSIONS THÉMATIQUES

GÉRER ET PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU ASSURER DES RESSOURCES EN EAU ET DES INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE ADEQUATES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS AGRICOLES, ÉNERGÉTIQUES ET URBAINS, POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE:

Peter Van Niekerk, du Département sud-africain des affaires hydrauliques et de la foresterie (DWA), a parlé de la stratégie nationale des ressources en eau de son pays, «l'Eau pour un Cadre de Croissance et de Développement», qui inclut les stratégies de captage et de réconciliation, les transferts interbassins et les barrages, la réutilisation de l'eau, le dessalement et l'utilisation des eaux souterraines. **Adem Şanlısoy**, de l'Approvisionnement en eau d'Istanbul, a présenté le cadre réglementaire utilisé pour protéger les bassins lacustres qui approvisionnent la ville d'Istanbul en eau potable, et a souligné en particulier l'importance de conserver ces bassins par le reboisement et la limitation des établissements humains et de l'activité économique dans les zones entourant les lacs.

Kazuya Kumagai, du Ministère de la santé, du travail et du bien-être social du Japon, a parlé de deux défis importants posés à la fourniture de grands volumes d'eau dans son pays, à savoir, le traitement et le transport. Il a noté que la protection environnementale présente l'avantage d'améliorer la qualité de l'eau.

Ángel García Cantón, du Ministère des Travaux publics de l'Espagne, a souligné que traditionnellement, l'on a répondu à la demande accrue en eau en construisant des barrages mais qu'à l'avenir cette demande sera abordée à travers la gestion de la demande en eau, la réutilisation des eaux usées, le dessalement et l'utilisation d'approches intégrées de planification qui tiennent compte de la quantité et de la qualité, dans le cadre de la santé de l'écosystème. **Felix Bogliolo**, de



Tadahiko Sakamoto, Commission des grands barrages, Japon

Via-Marine, a parlé des avantages d'une nouvelle méthode de transport de l'eau douce en grandes quantités et sur de longues distances, en utilisant des pipelines souterrains flexibles. **Tadahiko Sakamoto**, de la Commission des Grands Barrages du Japon, a souligné l'importance des barrages et des réservoirs pour répondre à la demande en eau, et a noté que les avantages et les impacts environnementaux et sociaux du projet doivent être soigneusement équilibrés.

Les participants ont noté: la nécessité d'un changement de paradigme chez les utilisateurs de l'eau pour réduire la demande en eau; le rôle de l'efficacité de l'utilisation de l'eau et de la gestion de la demande en eau dans la satisfaction des besoins nationaux en approvisionnement en eau; la nécessité de promouvoir le recyclage l'eau et la réduction des coûts; et l'importance de l'eau stockée pour la «révolution verte». Ils ont échangé des exemples de bonnes pratiques pour économiser l'eau, telles que l'amélioration de l'efficacité du système d'irrigation.

Ryosuke Kikuchi, de l'Agence de l'eau du Japon, a conclu en mettant l'accent sur la nécessité de la mise en œuvre urgente de la GIRE, notamment, la réutilisation de l'eau, les évaluations environnementales et l'amélioration des cadres financiers pour le développement des infrastructures.

ÉDUCATION, CONNAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

RÉFLÉCHIR HORS DU CADRE DE L'EAU: **Kala Vairavamoorthy**, de l'institut pour l'éducation sur l'eau, a présenté un aperçu général du sujet du 5e Forum mondial de l'eau «Science et technologies de l'eau: solutions appropriées et novatrices pour que le 21e siècle réponde aux besoins de

la société». Ouvrant la session «Réfléchir hors du cadre de l'eau», Lies Janssen du Partenariat hollandais de l'eau, a déclaré que les participants seront encouragés d'étudier des perspectives émanant d'autres secteurs que celui de l'eau, et d'utiliser des textos sms et la messagerie électronique pour afficher leurs commentaires sur un site internet interactif au cours de la session.

Utilisant le film d'animation «Madagascar» comme toile de fond, Djeevan Schiferli, de IBM, a résumé les leçons que les entrepreneurs de l'eau peuvent tirer du processus de restructuration d'IBM telles que «ose rêver, collabore au-delà de ta zone de confort en tissant des partenariats non traditionnels et commence ton voyage aujourd'hui».

Rebecca Straw, de Charity Water, a attiré l'attention sur les moyens novateurs de mobiliser les fonds pour des projets liés à l'eau. Par exemples, l'utilisation du micro-blogage sur le réseau Twitter, les annonces du service public faisant appel aux célébrités et l'utilisation du système GPS pour la surveillance par des donateurs individuels du déroulement des projets qu'ils financent. Elle a souligné que combiner de pareilles technologies avec les visites routinières de sites, ainsi que les partenariats locaux, est indispensable pour obtenir les résultats escomptés sur le terrain.

Henk Roulofs, de Water board, De Dommel, et Bjorn



Bjelkeman-Petersson, akvo.org

Hoogwout, de Brabant Water, Pays-Bas, ont présenté le projet «Helixer» qui réunit les secteurs des affaires du Sud des Pays-Bas, pour qu'ils réfléchissent et proposent des solutions originales dans le domaine de l'eau et de la santé. Bjelkeman-Petersson, de akvo.org, a présenté le site akvo.org qui est une

initiative ouverte incluant: «Aquapedia,» une ressource en ligne pour des solutions bon marché et les meilleures pratiques; un marché en ligne pour appairer donateurs et bénéficiaires; un instrument simplifié de présentation de rapport combinant la technologie GPS et les instruments de micro-blogage pour montrer en temps réel les résultats des projets.

À propos d'internet et d'innovations, Alix Zwane, de Google, a encouragé les gestionnaires de l'eau à utiliser les technologies d'information dans leur travail, notamment: les circuits textos sms pour surveiller, suivre et évaluer la fourniture des services liés à l'eau; Google Earth pour rendre l'information sur les ressources de la terre et les systèmes de la terre plus accessibles, et détendre le soutien pour le «cloud computing».

Ben White, Africa Interactive, a noté que le réseau panafricain permet aux journalistes locaux, d'afficher directement leurs reportages, leurs images et leurs vidéos. Il a souligné la capacité de ce réseau à surveiller sur le terrain la mise en œuvre des projets liés à l'eau et à l'assainissement. Gurdal Ertek, de l'université Sabanci en Turquie, a présenté un logiciel d'application à code source libre pour renforcer le processus de prise de décision dans le cadre de l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans l'industrie des produits chimiques. À propos de «Jeux pour l'eau», Joke Witteveen, de xmediaworks, Pays-Bas, a discuté de l'utilisation des techniques de jeu en ligne pour stimuler une réflexion créatrice dans le secteur de la gestion de l'eau.

Au cours de la discussion interactive, les délégués ont parlé des moyens d'appliquer les nouveaux instruments d'information et de communication pour traiter des questions de l'eau et de l'assainissement, notamment: demander une plus grande imputabilité de la part des gouvernements; explorer les opportunités d'associer les «vieilles» et les «nouvelles» connaissances et encourager l'implication des jeunes.

EAU ET HISTOIRE: COMPRENDRE LES CULTURES LIÉES À L'EAU DES ANCIENNES CIVILISATIONS ET EN TIRER LES LEÇONS POUR LE PRÉSENT:

Nurunnisa Usul, de l'Université technique du Moyen Orient, a ouvert la session notant que celle-ci prolongerait la discussion sur les manières par lesquelles les systèmes de connaissances, les pratiques et les valeurs liées à l'eau, ont évolué au cours de l'histoire et qu'elles fournira des leçons pour la gestion de l'eau aujourd'hui. Zieaoddin Shoaei, du Centre international pour la recherche agricole dans les zones arides, a décrit le système souterrain d'approvisionnement d'eau qanat, âgé de 3000 ans comme un modèle réussi de participation publique dans la gestion des ressources en eau. Orhan Baykan, de l'Université Pamukkale, a fait une présentation sur les structures de l'eau en Turquie au cours des périodes grecque, romaine et byzantine. Les autres présentations ont porté sur la bibliothèque historique de l'eau au Mexique, des rituels liés à l'eau dans les cultures orientales et de leurs applications dans la technologie moderne. Les délégués ont noté que la motivation pour développer des systèmes d'eau aussi avancés, était d'utiliser la meilleure technologie possible pour assurer une fourniture sûre d'eau propre et a souligné que les structures institutionnelles sous-jacentes et les normes culturelles qui ont garanti leur succès sont aussi importantes que les techniques d'ingénieries réelles utilisées.

PROMOTION DES PERSPECTIVES SOCIO-CULTURELLES DANS LES SCIENCES DE L'EAU ET GESTION; IDENTIFIER LES POINTS COMMUNS ET LES OBSTACLES:

Lida Schelwald van der Kley, de Dutch Water Board, et Linda Reijkerkerk, du Centre de résolution des conflits, Pays-Bas, ont exploré le thème de l'eau, comme source de vie, d'inspiration, de pouvoir, de conflit, de coopération et de durabilité. Canguzel Zulfikar, du Centre Carolina pour l'étude des civilisations du Moyen-Orient et islamiques, s'est inspirée des écrits Sufi de Sâmiha Ayverdi, dont les images sur les travaux relatifs à l'eau ont illustré sa croyance selon laquelle parvenir à l'eau en creusant la terre symbolise un effort pour parvenir à l'unité avec la vérité.

Prachanda Pradhan, Farmer Managed Irrigation Systems Promotion Trust, Nepal, a noté que la promulgation de la loi népalaise sur les ressources en eau en 1992 a nui au système traditionnel des valeurs qui traitait l'eau comme une ressource communautaire. Il a souligné que les structures juridiques nationales devraient favoriser les modèles pluralistes de gouvernance basés sur la collaboration et un leadership communautaire en ce qui concerne les ressources d'eau partagées.

Jeroen Warner, Université Wageningen, Pays-Bas, a fait une présentation sur l'eau et la résolution des conflits. Il a utilisé des études de cas sur la gestion des inondations au Pays-Bas et en France, pour illustrer l'importance d'associer les communautés locales dans l'analyse du problème, la conception du projet et la gestion des programmes sur les inondations.

Sasaki Takatsugu, de la ville de Saijo, et Taniguchi Makoto, de l'Institut japonais de recherche pour l'humanité et la nature, ont dressé un aperçu général de la collaboration entre la science et la communauté à propos de la nappe d'eau souterraine de Saijo au Japon. Ils ont noté qu'en conséquence, la gestion durable de la nappe d'eau souterraine à Saijo peut être basée en même temps sur des données scientifiques précises et sur des principes liés aux coutumes locales, permettant ainsi la codification des normes traditionnelles au profit des générations futures.

Barbara Rose Johnston, du Centre pour une Écologie politique aux États-Unis, a cité les travaux scientifiques relatifs aux impacts humains et environnementaux des grands barrages et a conclu que «le déplacement des populations induit par le développement est une cause de pauvreté globale». Elle a aussi déclaré que les projets d'infrastructures liés à l'eau devraient: se conformer au droit national et international; reconnaître les «aires protégées hors-carte»; respecter le droit humain à l'eau; mettre en œuvre les droits des populations autochtones à un consentement libre, préalable et éclairé; et assurer le droit pour

toutes les populations touchées d'avoir accès l'information relative au projet afin de permettre une participation significative au processus de prise de décision et de partager les avantages du développement.

Pour conclure, les délégués ont discuté de 10 projets de recommandations de politiques, préparés par les organisateurs de la session et devant être transmis au Secrétariat du 5ème Forum mondial de l'eau. Ils ont souligné le rôle du Forum dans la création des passerelles entre les sciences sociales et les sciences naturelles, et ont plaidé pour que l'eau soit considérée comme un droit humain et un droit culturel.

DÉVELOPPEMENT DE LA CAPACITÉ INSTITUTIONNELLE: PARVENIR À UNE

ALLOCATION ÉQUITABLE DE L'EAU: Matt Hare et Reza Ardakanian, du Programme de la décennie de l'ONU-Eau sur le Développement de la Capacité (UNW-DPC), et Raoul Darwish, du Conseil arabe sur l'eau, ont déclaré que la session visait à trouver les moyens pour soutenir une allocation équitable de l'eau et éclairer les réformes des politiques, ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles.

Hare a demandé aux panélistes d'identifier: les catalyseurs et les obstacles dans la mise en place d'une allocation équitable de l'eau; les cadres politiques et juridiques nécessaires pour surmonter les obstacles et renforcer les catalyseurs; les activités de développement des capacités nécessaires pour soutenir le développement de ces institutions;

Tarek Majzoub, de l'Association des amis d'Ibrahim Abd El Al, a souligné l'importance des mécanismes pour la participation des femmes et pour l'imputabilité institutionnelle; Ebenizario Chonguica, de la Commission permanente du Bassin du fleuve Okavango, a déclaré qu'une allocation équitable exige le calcul des ressources en eau disponibles et que les évaluations de la demande doivent tenir compte de possibilités d'améliorer l'efficacité de l'utilisation; et Patricia Avila-Garcia, de l'Université nationale autonome du Mexique, a déclaré que les termes économiques seuls sont insuffisants pour traiter de la gestion des ressources en eau. Kenichi Tsukahara, de l'Agence japonaise de coopération internationale a déclaré que le renforcement des capacités requiert la prise en compte de la diversité des contextes; Abbasgholi Jahani, de l'UNESCO a énuméré les «piliers» d'une allocation équitable, notamment: une loi sur l'utilisation de l'eau efficace, flexible et transparente; et William Moraka, de l'Union des villes et des gouvernements locaux d'Afrique, a souligné l'importance d'une «approche sectorielle» impliquant toute les parties prenantes dans la recherche des solutions collectives.

Les délégués se sont par la suite organisés en groupes de travail pour examiner six thèmes; définitions d'une allocation équitable; intégration dans la réglementation des connaissances et des droits traditionnels relatifs à l'eau; renforcement des réglementations et mise en application des législations; développement d'une combinaison efficace de réglementation gouvernementale et de mécanismes de marché pour promouvoir l'accès à l'eau; développement des instruments de mesure des demandes en eau; et la création de plate formes de partage des connaissances pour le développement des capacités institutionnelles.

Chaque groupe a présenté un rapport de ses discussions. Les délégués ont partagé leurs histoires de réussite, et ont noté que, même si les solutions dépendent des contextes, des leçons peuvent être tirées des autres expériences. Aucun consensus n'a été atteint sur la définition même de «allocation équitable»; mais quelques uns ont considéré que ce terme décrivait la fourniture de l'eau pour répondre aux besoins minimums de tous les secteurs et individus, selon la disponibilité des ressources d'eau. Les délégués ont noté la nécessité de: tarifs comme incitatifs pour l'utilisation efficace de l'eau; des mandats clairs et une imputabilité dans les chaînes de la gestion des ressources en eau; des approches de gestion orientées vers la communauté; et l'organisation des réseaux existants d'information.

Fatma Abdel Rahman Attia, du Ministère des ressources hydrauliques et de l'irrigation d'Égypte, a clos la session en relevant l'impératif de prendre en compte les valeurs culturelles et sociales dans les décisions sur l'allocation de l'eau

FORUM DES JEUNES

CLOTURE DU FORUM DES JEUNES: Oktay Tabasaran, Secrétaire général du 5ème Forum mondial de l'eau a félicité les jeunes pour la réussite de leur session, et a souligné qu'ils avaient été des parties prenantes importantes lors du Forum. Tout en leur assurant que leur recommandations seraient prises en compte «au plus haut niveau du Forum», il leur a instamment demandé de poursuivre leur communication pour résoudre les problèmes de l'eau.

Un communiqué du ministère turc de l'environnement a réitéré le rôle important des jeunes dans la construction de l'avenir du Continent et a accueilli la déclaration des Jeunes comme étant une manifestation de leur courage et de leur détermination.

David Boys, de Public Services International, a souligné la nécessité de rendre les législateurs comptables de leurs actions, en relevant que l'eau est droit humain fondamental. Alison Bartle, d'Aquamedia, a félicité les jeunes pour leur implication dans le traitement des problèmes liés à l'eau. Soulignant les thèmes contenus dans la déclaration des Jeunes, elle a exprimé l'espoir que leurs «voix continueront à être entendues».

Amanda Cleghorn, de World Wildlife Fund, a encouragé les jeunes délégués à poursuivre leur rêve. Parlant au nom du Président du CME, Loïc Fauchon, Charles-Louis de Maud'huy, du CME, a exprimé l'espoir que les jeunes se sont sentis comme «appartenant à la famille des parties prenantes à ce Forum» et a demandé aux délégués de transmettre les résultats de leur forum aux générations futures.

Meera Karunanathan, du Conseil des canadiens, parlant au nom du Forum Alternatif de l'eau et du Forum des peuples sur l'eau, s'est félicité de la reconnaissance par la jeunesse que l'eau est un droit humain et a déploré qu'en matière d'eau, «le besoin humain a cédé le pas à la cupidité humaine». Appelant le Forum mondial de l'eau une «affaire de grosses entreprises», elle a mis en cause la position du Conseil mondial de l'eau de considérer l'eau comme une denrée marchande.

Des représentants des jeunes ont présenté un aperçu général sur: des graffitis à propos de la conférence; l'initiative de la «vague», le document sur «l'eau dans la Perspective des jeunes» et la «Campagne Ruban bleu» pour sensibiliser le public sur les questions relatives à l'eau. Annonçant que la Déclaration des Jeunes sera disponible en ligne, Yiğit Canay, Secrétaire général du Forum des Jeunes, a clos ce Forum.

RÉUNION DES MINISTRES DES PAYS ISLAMIQUES:

Les ministres des pays islamiques se sont réunis au cours du Forum pour discuter des préoccupations de leurs pays relatives à l'eau. Ekmeleddin Ihsanoğlu, Secrétaire général de la Conférence de l'organisation des pays islamiques, a noté que les populations de la région sont touchées par les conflits régionaux, la crise financière globale, le changement climatique, et l'accès limité à l'eau potable. Veysel Eroğlu, Ministre de l'environnement et de la foresterie de la Turquie, a félicité les efforts de ce groupe pour collaborer sur des projets liés à l'eau.



David Boys, Public Services International